



GROUPE COLABOR INC.

**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

**EXERCICE FINANCIER ET PÉRIODE DE 111 JOURS (4^e TRIMESTRE)
TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2010**

LE 8 MARS 2011

GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EXERCICE FINANCIER ET PÉRIODE DE 111 JOURS (4^e TRIMESTRE)
TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2010

TABLE DES MATIÈRES

1. PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION ET AVIS AUX INVESTISSEURS	3
2. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
3. GÉNÉRALITÉS	3
4. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ	4-6
5. PRINCIPALES RESSOURCES ET COMPÉTENCES :	
5.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
5.2 DIRECTION	7
5.3 DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	7
6. ANALYSE DE LA PERFORMANCE	
6.1 FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE	8
6.2 SOMMAIRE EXÉCUTIF DE PERFORMANCE	8
6.3 RÉSULTATS D'EXPLOITATION	9-15
6.4 BILANS	16-17
6.5 TRÉSORERIE ET FLUX DE TRÉSORERIE PAR ACTION	18-20
7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	20-21
8. RÉSUMÉ DES DERNIERS TRIMESTRES	21
9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	21-22
10. TRANSACTIONS HORS BILAN	22
11. SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE, STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR	22-24
12. RISQUES ET INCERTITUDES	24-26
13. ÉVALUATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES	26-27
14. CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	27-28
15. CONVERSION AUX NORMES INTERNATIONALES (« IFRS »)	28-34
16. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR A L'EXERCICE FINANCIER	34

Le 8 mars 2011

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (« GCL », la « Société » ou « Colabor ») (anciennement Fonds de revenu Colabor (le « Fonds »)) porte sur les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la période de 111 jours (4^e trimestre) et de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2010. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Ces états financiers peuvent être consultés sur www.sedar.com et www.colabor.com.

Rappelons qu'un exercice financier régulier de Colabor est composé de treize périodes, les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre de quatre. L'exercice financier se termine le 31 décembre.

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux PCGR, par exemple la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements et impôts sur les bénéfices (BAIFA). Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les PCGR du Canada, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Dans leur revue des états financiers de Colabor, les investisseurs doivent considérer que l'état des résultats comprend des dépenses importantes au niveau de l'amortissement des immobilisations, de l'amortissement des actifs incorporels résultant des acquisitions que Colabor a effectuées au cours des dernières années et des amortissements reliés aux frais de financement reportés et des coûts de transaction relatifs aux débentures. Ces amortissements influent grandement sur le calcul du bénéfice de base et dilué par action. Souvent les investisseurs comparent ce bénéfice de base et dilué par action, qui est souvent inférieur au montant du dividende annuel de 1,08\$ par action.

Pour leur analyse plus approfondie de Colabor, les investisseurs devraient analyser les flux de trésorerie de base et dilué par action, calculs montrés à la section 6.4 (Trésorerie et Flux de trésorerie par action) de ce rapport de gestion qui démontrent mieux la capacité de la Société à supporter son dividende annuel.

2. Déclarations prospectives

Le rapport de gestion a pour but d'aider les actionnaires à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de Colabor et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique *Risques et incertitudes* du présent rapport de gestion.

3. Généralités

Arrangement corporatif ayant résulté en la création de Groupe Colabor Inc.

Rappelons que le Fonds était une fiducie à but restreint, à capital variable et non constituée en société, qui avait été établie sous le régime des lois de la province de Québec aux termes d'une déclaration de fiducie datée du 19 mai 2005. Les parts du Fonds étaient transigées à la Bourse de Toronto sous le sigle *CLB.UN*.

Le 8 juillet 2009, le Fonds avait annoncé son intention de se convertir d'une structure de fiducie de revenu en une société par actions (la « Conversion »). Afin de réaliser la Conversion, Colabor avait conclu, à cette date, avec Biotechnologies ConjuChem Inc. (« ConjuChem ») une convention d'arrangement (la « convention d'arrangement ») aux fins de la réalisation de la Conversion aux termes d'un plan d'arrangement prévu par la loi visant ConjuChem (le « plan d'arrangement ») en vertu de l'article 192 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« LCSA ») et la clôture de la Conversion a eu lieu le 25 août 2009, suite à l'approbation des porteurs de parts du Fonds lors d'une assemblée extraordinaire qui a eu lieu le 19 août 2009.

Informations additionnelles

Les actions de Groupe Colabor Inc. se transigent à la bourse de Toronto sous le sigle *GCL-T* tandis que ses débetures convertibles le sont sous *GCL.DB* et *GCL.DB.A*.

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant GCL et antérieurement le Fonds sur SEDAR à www.sedar.com et à son site informatif www.colabor.com.

4. Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un grossiste et un distributeur de produits alimentaires desservant le marché de détail (épiceries de petites surfaces, dépanneurs, etc.) et celui des services alimentaires (cafétérias, restaurants, hôtels, chaînes de restauration).

Elle exerce présentement ses activités dans deux segments :

Segment Grossiste :

Les ventes de ce segment sont constituées de produits alimentaires, de produits liés à l'alimentation et de produits non alimentaires qu'elle achète et fournit à des distributeurs grossistes qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaires dans les secteurs des commerces de détail ou des services alimentaires et desservant la province de Québec et les provinces atlantiques.

Les produits sont vendus, soit directement à partir de son centre de distribution (« ventes d'entrepôt »), soit par des livraisons effectuées par des fabricants et des fournisseurs directement aux entrepôts des distributeurs grossistes (« ventes directes »).

Ce segment vend généralement ses produits aux prix listés des manufacturiers et fournisseurs. Par

conséquent, il génère un bénéfice brut sur ses ventes de la façon suivante :

a) par un bénéfice sur ses ventes d'entrepôt :

Par une majoration du prix coûtant de ses produits de marques privées et par des achats faits préalablement à des augmentations de prix des manufacturiers et fournisseurs et revendus par la suite aux nouveaux prix des manufacturiers. Aucun profit n'est pris sur les ventes directes.

b) majoritairement par des remises des fournisseurs :

Ces remises comprennent : i) les ententes passées avec des fournisseurs surtout en ce qui a trait aux ententes de distribution, à la facturation centrale, aux remises pour chargement complet et à d'autres régimes incitatifs, ii) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, iii) les escomptes de caisse sur des achats basés sur les modalités de la vente, et iv) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Ce segment opère un centre de distribution de 371 120 pieds carrés à Boucherville, centre qui pourrait être agrandi jusqu'à 650 000 pieds carrés et emploie environ 150 personnes.

Plus de 90% des ventes de ce segment sont régies par des contrats à long terme.

Segment Distribution

Ce segment comprend les activités des opérations suivantes :

1. Summit distributeurs de services alimentaires (Summit)

Summit distribue plus de 8 000 produits depuis des entrepôts à Ottawa, London, Mississauga et Cambridge à plus de 3 000 clients, dont Cara (Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's Neighbourhood Bar and Grill, Montana's et Milestone's Grill and Bar), Compass, Extendicare, Mr Sub, Zehrs, à d'autres chaînes de restauration et à des restaurants indépendants ainsi qu'à des comptes institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des fruits de mer, des volailles ainsi que des produits d'hygiène.

Cette division dessert principalement l'Ontario mais assure la distribution au Québec, des produits pour les restaurants Cara.

Cette division, avec environ 525 employés, opère quatre centres de distribution, dont le siège social de London, où sont regroupés les services administratifs.

La superficie totale d'entreposage de ces entrepôts est de 454 476 pieds carrés, répartie comme suit :

Toronto: 127 961 pieds carrés

London: 113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)

Ottawa : 103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)

Cambridge : 109 460 pieds carrés

2. Bertrand Distributeur en alimentation (Bertrand)

Bertrand est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec et du Saguenay. Bertrand, qui compte environ 325 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Saguenay, qui totalisent respectivement 231 000 (pouvant être agrandi jusqu'à 331 000) et 133 000 pieds carrés. La clientèle de Bertrand se compose principalement d'exploitants de services alimentaires, des magasins d'alimentation spécialisés, des comptes institutionnels comme des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients de détail rejoignant au total environ 4 000 clients. Grâce à une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes fraîches, des poissons et des fruits de mer frais, des volailles, des fruits et légumes frais ainsi que des produits jetables et d'hygiène, ainsi qu'à ses services de transformation et de préparation de la viande, Bertrand offre donc une solution multiservice à ses clients.

3. RTD Distributions (RTD)

RTD est une entreprise spécialisée dans la distribution de produits alimentaires et non alimentaires desservant les magasins d'alimentation, les dépanneurs, les hôtels, les restaurants et les institutions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, d'une partie de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord, ainsi que du nord-ouest du Nouveau-Brunswick. RTD exploite un centre de distribution d'une superficie de 120 000 pieds carrés situé à Rimouski et offre plus de 10 000 produits à environ 2 500 clients répartis sur l'ensemble de son territoire avec une flotte de plus de 50 camions. Elle emploie environ 260 employés.

Le Segment Distribution génère un bénéfice brut sur ses ventes de la façon suivante :

a) par un bénéfice sur ses ventes d'entrepôt :

Généré principalement par une majoration du prix coûtant de ses produits en vertu de taux négociés avec les clients.

b) par des remises des fournisseurs :

Ces remises comprennent: i) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, ii) les escomptes de caisse sur des achats, et iii) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Près de 50% des ventes de ce segment sont régies par des contrats à long terme.

En conclusion à ses activités de vente à ses deux segments, plus de 50% des ventes sont garanties par des contrats à long terme et les augmentations de coûts provenant des manufacturiers et fournisseurs peuvent être refacturées à ses clients, ceci réduisant considérablement le risque.

5. Principales ressources et compétences

5.1 Conseil d'administration

<u>Administrateurs</u>	<u>Rôle</u>	<u>Occupation</u>
M. Jacques Landreville	Président	Administrateur de sociétés
M. Richard Lord	Président du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	Président et Chef de la Direction de Quincaillerie Richelieu Ltée
M. Robert Panet-Raymond	Président du comité de vérification	Administrateur de sociétés
M. Claude Gariépy	Administrateur	Vice-président exécutif et Chef de la Direction de Familiprix Inc.
M. Donald Dubé	Administrateur	Président de Edfrex Inc.

5.2 Direction

M. Gilles C. Lachance	Président et Chef de la Direction	Groupe Colabor Inc.
M. Michel Loignon CA	V.P. et Chef de la Direction financière	Groupe Colabor Inc
M. Jack Battersby	Président	Colabor, Société en commandite, Division Summit
M. Marko Potvin	Vice-Président - Achats Corporatifs	Groupe Colabor Inc.
M. Denis Melançon	Vice-président et Directeur général	Groupe Colabor inc., Divisions Bertrand et RTD
Mme Louise Laforce	Vice-présidente Ressources humaines	Groupe Colabor Inc
M. Michel Delisle	Vice-président Tech. de l'information	Groupe Colabor Inc
Mme Geneviève Brouillette CA	Vice-présidente et Directrice générale	Colabor, Société en commandite, Segment Grossiste

5.3 Développement des ressources humaines

Le conseil d'administration par l'entremise de son comité des ressources humaines et de régie d'entreprise poursuit, avec l'aide d'un cabinet externe spécialisé en ressources humaines, un processus de planification de la relève.

6. Analyse de la performance

6.1 Faits saillants de l'exercice

L'exercice financier 2010 de Colabor a été marqué par les principaux événements suivants :

- Les ventes de la Société et ses marges de profitabilité ont été affectées par la difficile situation économique qui a prévalu dans l'est du Canada, cette situation apportant une vive compétition entre les intervenants du domaine de la distribution des services alimentaires;
- La perte, en février 2010, d'un important contrat avec une chaîne de restauration rapide a eu un effet important sur le chiffre d'affaires, quoique ce contrat ne rapportait qu'une mince rentabilité;
- L'émission, en avril 2010, de 50 millions de dollars de débentures convertibles, au taux de 5,7 % pour une durée de 7 ans, à un prix de conversion de 16,85 \$. Le but de cette émission était de permettre à la Société de financer ses acquisitions au moyen de ses facilités bancaires à un coût de capital relativement bas;
- Acquisition en septembre 2010 de RTD Distributions;
- Postérieurement à la fin de l'exercice financier, acquisition de Les Pêcheries Norref inc.

6.2 Sommaire exécutif de performance

Exercice financier terminé le 31 décembre 2010 (comparé avec l'exercice de 2009)

- Diminution de 1,8 % des ventes comparables (diminution globale des ventes de 11,0 %)
- Diminution du pourcentage du BAIIA passant de 3,62 % à 3,56 %
- Diminution du bénéfice net de 439 000 \$ pour atteindre 16 232 000 \$
- Ratio Dette/BAIIA : 0,86 :1,00 (exigé par le syndicat bancaire : <3,00 :1,00)
- Couverture des charges d'intérêt : 5,96 :1,00 (exigé par le syndicat bancaire : >3,50 :1,00)
- Ratio du dividende sur les flux de trésorerie par action de 77 % et de 82 % sur une base pleinement diluée

Transactions boursières au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010

- Conversion de 34 788 000 \$ de débentures émises en 2007. Ces débentures ont été converties en 3 393 932 actions ordinaires
- Émission de 50 000 000 \$ de débentures convertibles à 16,85 \$ par action, portant intérêt au taux de 5,7%, échéant le 30 avril 2017
- Cours de l'action : au 1^{er} janvier 2010 : 11,07 \$; Cours de l'action : au 31 décembre 2010 : 12,22 \$
- Appréciation de l'action du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 : 10,4%
- Dividende annuel : 1,08 \$
- Rendement du dividende sur le cours au 1^{er} janvier 2010 : 9,7%
- Rendement total : 20,1 %

6.3 Résultats d'exploitation

Les résultats d'exploitation, ainsi que leur comparaison avec les périodes comparatives de 2009, doivent être lus de concert avec le chapitre *Situation économique actuelle* décrit plus loin et des faits suivants :

- Le 21 septembre 2010, la Société a conclu l'acquisition des actifs de RTD. Les résultats financiers de la division RTD sont inclus dans les résultats consolidés de la Société depuis cette date.
- Une réduction des ventes de l'ordre de 44,8 millions \$ pour le trimestre et de 129,4 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 suite à la perte d'un important contrat de sa division Summit, tel que décrit aux rapports de gestion des troisième et quatrième trimestres de 2009;
- Les résultats de 2009 furent réalisés en tant que fonds de revenu avant la conversion du Fonds en société. Ainsi, les résultats de 2009 comprennent des dépenses reliées à une participation minoritaire et à des impôts exigibles, ces dépenses étant nulles en 2010.
- Le 4^{ième} trimestre de 2010 comprend 111 jours comparativement à 110 jours en 2009.

Résultats consolidés (en milliers de dollars, sauf le bénéfice par action)

	2010-12-31 (365 jours)		2009-12-31 (365 jours)		Écart	
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes	1 051 960	100,00%	1 182 481	100,00%	(130 521)	-11,04%
Bénéfice avant les postes suivants	37 416	3,56%	42 800	3,62%	(5 384)	-12,58%
Frais non liés aux opérations courantes	911	0,09%	2 541	0,21%	(1 630)	-64,15%
	<u>36 505</u>	<u>3,47%</u>	<u>40 259</u>	<u>3,41%</u>	<u>(3 754)</u>	<u>-9,32%</u>
Frais financiers	6 178	0,59%	6 265	0,53%	(87)	-1,39%
Amortissement des immobilisations	3 987	0,38%	3 864	0,33%	123	3,18%
Amortissement des actifs incorporels	9 758	0,93%	9 450	0,80%	308	3,26%
	<u>19 923</u>	<u>1,90%</u>	<u>19 579</u>	<u>1,66%</u>	<u>344</u>	<u>1,76%</u>
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle	16 582	1,57%	20 680	1,75%	(4 098)	-19,82%
Impôts sur les bénéfices recouvrables futurs			(1 642)	-0,14%	1 642	S/O
	350	0,03%	1 650	0,14%	(1 300)	-78,79%
	<u>350</u>	<u>0,03%</u>	<u>8</u>	<u>0,00%</u>	<u>342</u>	<u>4275,00%</u>
Bénéfice avant participation sans contrôle	16 232	1,54%	20 672	1,75%	(4 440)	-21,48%
Participation sans contrôle			4 001	0,34%	(4 001)	-100,00%
Bénéfice net	16 232	1,54%	16 671	1,41%	(439)	-2,63%
Bénéfice de base par action	<u>0,76 \$</u>		<u>1,03 \$</u>			

	2010-12-31 (111 jours) (non vérifiés)		2009-12-31 (110 jours) (non vérifiés)		Écart	
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes	347 141	100,00%	364 973	100,00%	(17 832)	-4,89%
Bénéfices avant les postes suivants	13 984	4,03%	15 073	4,13%	(1 089)	-7,22%
Frais non liés aux opérations courantes	911	0,26%	416	0,11%	495	118,99%
	<u>13 073</u>	<u>3,77%</u>	<u>14 657</u>	<u>4,02%</u>	<u>(1 584)</u>	<u>-10,81%</u>
Frais financiers	1 831	0,53%	1 874	0,51%	(43)	-2,29%
Amortissement des immobilisations	1 409	0,41%	1 125	0,31%	284	25,24%
Amortissement des actifs incorporels	3 202	0,92%	2 894	0,79%	308	10,64%
	<u>6 442</u>	<u>1,86%</u>	<u>5 893</u>	<u>1,61%</u>	<u>549</u>	<u>9,32%</u>
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	6 631	1,91%	8 764	2,41%	(2 133)	-24,34%
Impôts sur les bénéfices recouvrables futurs			(1 844)	-0,51%	1 844	-100,00%
	763	0,22%	1 606	0,44%	(843)	-52,49%
	<u>763</u>	<u>0,22%</u>	<u>(238)</u>	<u>-0,07%</u>	<u>1 001</u>	<u>-420,59%</u>
Bénéfice net	5 868	1,69%	9 002	2,48%	(3 134)	-34,81%
Bénéfice de base par action	<u>0,26 \$</u>		<u>0,53 \$</u>			

Ventes

Les ventes sont la résultante :

Pour le Segment Grossiste, des ventes brutes provenant de l'entrepôt de Boucherville et de ventes directes faites aux distributeurs affiliés, desquelles sont retranchées des remises faites à ceux-ci de l'ordre de 3% de leurs ventes, taux établi contractuellement entre Colabor SC et les distributeurs affiliés et des ventes faites à d'autres clients, desquelles sont retranchées des remises, selon des contrats négociés individuellement avec ceux-ci. Les ventes nettes sont réparties entre les ventes aux services alimentaires et aux commerces de détail.

Pour le Segment Distribution, des ventes brutes livrées aux clients provenant des entrepôts de London, Mississauga, Ottawa, Cambridge, Lévis, Saguenay et Rimouski (depuis l'acquisition) desquelles sont retranchées des remises, selon des contrats négociés individuellement avec ceux-ci.

Les ventes inter-segments sont par la suite éliminées. Ces ventes sont principalement faites par le Segment Grossiste à Summit, Bertrand et RTD du Segment Distribution et sont reliées principalement aux services alimentaires.

Les tableaux ci-dessous permettent au lecteur de comparer, pour l'exercice financier et le quatrième trimestre, les ventes comparables et les ventes provenant des acquisitions avec les mêmes périodes de l'exercice antérieur.

De plus, étant donné que le 4^{ème} trimestre de 2010 comprend 111 jours tandis que celui de 2009 comprenait 110 jours, nous avons ajusté les ventes de 2009 en fonction du nombre de jours en 2010, afin de dégager la croissance organique.

Ventes (en milliers de dollars)

	2010-12-31 (365 jours)				2009-12-31 (365 jours)					
	Ventes	Ventes	Ventes	Ventes	Perte d'un client	Ventes	Écart		Écart	
	comparables	suite à l'acquisition	totales	comparables		réelles	ventes comparables	%	ventes réelles	%
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	%
Segment Grossiste										
Services alimentaires	361 564		361 564	371 921		371 921	(10 357)	S/O	(10 357)	S/O
Éliminations	(92 335)	(8 289)	(100 624)	(97 096)		(97 096)	4 761	S/O	(3 528)	S/O
	269 229	(8 289)	260 940	274 825		274 825	(5 596)	-2,0%	(13 885)	-5,1%
Commerces de détail	140 941		140 941	140 171		140 171	770	0,5%	770	0,5%
	410 170	(8 289)	401 881	414 996		414 996	(4 826)	-1,2%	(13 115)	-3,2%
Segment Distribution	621 203	28 876	650 079	638 104	129 381	767 485	(16 901)	-2,6%	(117 406)	-15,3%
	1 031 373	20 587	1 051 960	1 053 100	129 381	1 182 481	(21 727)	-1,8%	(130 521)	-11,0%

	31/12/2010 (non vérifiés) (111 jours)				2009-12-31 (non vérifiés) (110 jours)						
	Ventes	Ventes	Ventes	Ventes	Ajustement	Perte	Ventes	Écart		Écart	
	comparables	suite à l'acquisition	Totales	comparables	pour un jour	d'un client	réelles	ventes comparables	%	ventes réelles	%
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	%
Segment Grossiste											
Services alimentaires	115 790		115 790	118 508	(855)		117 653	(2 718)	S/O	(1 863)	S/O
Éliminations	(30 635)	(8 289)	(38 924)	(31 130)	229		(30 901)	495	S/O	(8 023)	S/O
	85 155	(8 289)	76 866	87 378	(626)		86 752	(2 223)	-2,5%	(9 886)	-11,4%
Commerces de détail	51 369		51 369	52 013	(310)		51 703	(644)	-1,2%	(334)	-0,6%
	136 524	(8 289)	128 235	139 391	(936)		138 455	(2 867)	-2,1%	(10 220)	-7,4%
Segment Distribution	190 030	28 876	218 906	183 731	(2 017)	44 804	226 518	6 299	3,4%	(7 612)	-3,4%
	326 554	20 587	347 141	323 122	(2 953)	44 804	364 973	3 432	0,9%	(17 832)	-4,9%

Le chapitre *Situation économique actuelle...*, décrit plus loin dans ce rapport, donne un aperçu de la situation dans laquelle évolue la Société et ses compétiteurs.

Le quatrième trimestre montre finalement, pour des ventes comparables, une croissance globale de 0,9% après plusieurs trimestres de décroissance, incluant un apport de 3,4% du Segment Distribution. Même si la situation économique n'est pas rétablie et qu'elle prendra encore un certain temps à se rétablir, il est certain que le regain d'activité du Segment Distribution apporte un certain optimisme, quoique prudent, pour les trimestres à venir.

Segment Grossiste

Ce segment, qui dessert principalement des distributeurs du Québec et des provinces atlantiques, montre une décroissance organique de 2,1% de ses ventes comparables pour le trimestre, ce qui amène à une décroissance des ventes organiques pour l'exercice de l'ordre de 1,2% ou de 4,8 M\$ par rapport à 2009.

Services alimentaires

C'est principalement ce secteur qui est la cause de cette décroissance. Les distributeurs des services alimentaires dans les provinces du Québec et de l'Atlantique font face à une économie difficile qui résulte en une vive compétition avec des compétiteurs nationaux. Certains autres distributeurs, devant le fait que la récession économique perdure, rationalisent leurs stocks et commandent des quantités moindres, ceci résultant en des ventes inférieures pour le Segment Grossiste.

Commerces de détail

Quoique ce secteur souffre aussi d'un léger ralentissement suite à la situation économique au cours du dernier trimestre, il montre par contre une croissance de 0,5 % pour l'exercice financier.

Segment Distribution

La croissance de 3,4 % (le troisième trimestre avait montré une décroissance de 4,3 %) des ventes comparables de ce Segment s'explique principalement par :

- 1) sa division Summit, dont les activités sont principalement en Ontario, et dont les ventes se sont améliorées
- 2) sa division Bertrand, qui en 2009 a perdu un contrat de distribution de poissons pour une chaîne d'alimentation nationale, mais dont la comparaison avec 2009 est terminée.

En guise d'information additionnelle, ce dernier contrat d'environ 10 M\$ perdu par Bertrand sera récupéré par Groupe Colabor suite à l'acquisition de Pêcheries Norref qui dessert maintenant la chaîne d'alimentation nationale ci-haut mentionnée.

Bénéfice avant frais non liés aux opérations courantes, frais financiers, amortissements et impôts sur les bénéfices (BAIIA)

Bénéfice brut

Rappelons que le bénéfice brut de la Société est composé de l'addition des éléments suivants:

- Pour le Segment Grossiste : un profit réalisé sur les ventes brutes d'entrepôt seulement, constitué en grande partie par une marge bénéficiaire sur les produits de marques privées et par un profit de détention d'inventaire. Ainsi, aucune marge bénéficiaire sur les ventes directes n'est constatée. Ce n'est qu'au niveau des remises des fournisseurs que des revenus sont attribués à ces ventes.
Pour le Segment Distribution : coût d'acquisition des produits majoré d'un pourcentage négocié selon les contrats en vigueur ou en fonction du marché.

- Remises des fournisseurs

Les remises des fournisseurs constituent une partie importante du bénéfice brut de Colabor. Ces remises comprennent : i) les ententes passées avec des fournisseurs surtout en ce qui a trait aux ententes de distribution, à la facturation centrale, aux remises pour chargement complet et à d'autres régimes incitatifs, ii) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, iii) les escomptes de caisse sur des achats basés sur les modalités de la vente, et iv) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Frais de vente, d'opération et d'administration

Les principaux frais sont composés des salaires et avantages sociaux, des coûts de livraison pour le Segment Distribution ainsi que les frais d'occupation des différents centres de distribution de la Société.

La Société, malgré une baisse de ses ventes, a continué de gérer ses dépenses d'une façon conservatrice afin de suppléer à cette baisse de revenus.

En terme de pourcentage sur les ventes, le BAIIA, pour cet exercice, est passé de 3,62 % en 2009 à 3,56 % cette année. Ceci peut s'expliquer principalement par le fait que, pour conserver ses clients, la Société a dû réduire ses marges brutes à la vente pour contrer une vive concurrence de la part de ses compétiteurs. De plus elle doit absorber ses frais fixes principalement au niveau des coûts d'occupation et de livraison pour des volumes plus bas.

Frais non liés aux opérations courantes

Pour 2010, les coûts suivants sont inclus à cette rubrique;

Ces frais ont été montrés séparément du BAIIA car ils n'ont pas de relations avec les opérations courantes. Ils sont composés de :

- Coûts directs liés à des acquisitions d'entreprises qui n'ont pas été conclues : 274 000 \$

Une des stratégies de croissance de Colabor repose sur des acquisitions potentielles dans différents domaines (voir Section 11). Au cours de l'exercice, la Société avait entrepris des négociations et avait engagé des coûts directs reliés à des acquisitions potentielles, lesquelles n'ont pas été concluantes;

- Coûts directs liés à la conversion des états financiers aux «IFRS» : 137 000 \$

- Allocation spéciale à un membre de la direction : 500 000 \$

Une charge d'un montant de 500 000 \$ a été comptabilisée pour un plan de retraite du président et chef de la direction pour un coût des services passés qui lui ont été reconnus.

Impôts sur les bénéfices

L'acquisition des actifs de *Summit distributeurs de services alimentaires Inc.* par le Fonds a été finalisée et réalisée le 8 janvier 2007. Cette transaction, ayant été considérée comme une «expansion injustifiée» par le ministère des Finances dans une décision rendue à la fin de 2007, avait eu pour effet de taxer le Fonds immédiatement en 2007 au lieu de 2011.

Comme il est décrit à la section *Généralités*, le 25 août 2009, le Fonds est devenu une société par actions par l'entremise d'un plan d'arrangement avec ConjuChem, en acquérant pour 5 millions de dollars des pertes fiscales d'environ 130 millions de dollars.

En 2009, la Société avait calculé des impôts exigibles pour les trois premiers trimestres mais, suite à la transaction décrite ci-dessus, et par l'utilisation de ses pertes fiscales, cette charge a été renversée au cours du 3^e trimestre de 2009. En 2010, la Société utilise une partie de ces pertes fiscales pour éliminer ses impôts exigibles.

Quant aux impôts futurs, la Société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser ses impôts. Par cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs, et ils sont aussi mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices financiers au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

Participation sans contrôle

Toujours dans le cadre de sa conversion en société décrite à la section *Généralités*, les porteurs de parts qui détenaient une participation sans contrôle dans le Fonds ont converti leurs parts échangeables dans Colabor SC en actions de la Société et par ce fait, la Société a comptabilisé la valeur comptable de la participation sans contrôle au capital-actions.

Un montant 4 001 000 \$ a été constaté à titre de participation sans contrôle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. À partir du 25 août 2009, aucune charge de participation minoritaire n'a à être comptabilisée.

6.4 Bilans

Bilans consolidés

(en milliers de dollars)

	<u>2010-12-31</u>	<u>2009-12-31</u>
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Débiteurs	82 540	75 438
Impôts sur les bénéfices à recevoir	2 694	685
Stock	69 669	71 909
Frais payés d'avance	1 484	1 500
Impôts futurs	<u>7 928</u>	<u>8 540</u>
	164 315	158 072
Frais de financement reportés	37	158
Placement en actions dans Investissements Colabor inc., au coût	8 569	6 159
Immobilisations	13 651	13 835
Actifs incorporels	134 264	133 869
Écarts d'acquisition	78 928	72 317
Impôts futurs		<u>1 802</u>
	<u>399 764</u>	<u>386 212</u>
PASSIF		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	10 709	17 126
Comptes fournisseurs et charges à payer	69 365	65 762
Dividendes à payer	6 204	7 453
Remises sur ventes à payer	14 283	13 808
Soldes de prix d'achat à payer	13 236	10 081
Revenus reportés	491	961
Crédit reporté	7 110	7 290
Emprunt bancaire	24 345	
Débentures	13 905	
Versements sur la dette à long terme	<u>307</u>	<u>636</u>
	159 955	123 117
Emprunt bancaire		49 335
Solde de prix d'achat à payer	1 143	
Dette à long terme		307
Débentures	45 500	46 711
Passif au titre des prestations d'avantages sociaux constituées	526	787
Crédit reporté	14 197	19 875
Impôts futurs	<u>3 913</u>	
	<u>225 234</u>	<u>240 132</u>
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions	178 124	143 018
Option de conversion des débentures	3 048	2 314
Surplus d'apport	513	447
Actions détenues au titre des régimes de rémunération à base d'actions	(936)	(1 248)
Bénéfices non répartis (déficit)	<u>(6 219)</u>	<u>1 549</u>
	174 530	146 080
	<u>399 764</u>	<u>386 212</u>

Le principal changement au bilan du 31 décembre 2010 a trait à la présentation comme passifs à court terme (au lieu de passifs à long terme) des éléments suivants:

- Emprunt bancaire :

Au 31 décembre 2010, l'emprunt bancaire est présenté à court terme car la Société n'avait pas renouvelé l'entente existante venant à échéance le 28 avril 2011. La Société est en discussion avec ses prêteurs actuels et est confiante de renouveler les facilités de crédit pour une période de cinq ans. A la date de ce rapport, un syndicat bancaire formé des principales banques canadiennes a été approché et une entente finale devrait être entérinée peu après la publication de ce rapport de gestion.

- Débentures 7%, émises en janvier 2007 qui deviennent échues le 31 décembre 2011

Caractéristiques des débentures :

Débentures convertibles 5,7%, échéant le 30 avril 2017, émises le 27 avril 2010

Le 27 avril 2010, la Société a émis des débentures portant intérêt au taux de 5,70% par année, payable semestriellement les 30 avril et 31 octobre de chaque année, débutant le 31 octobre 2010, pour une durée de sept ans.

Les débentures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions ordinaires de la Société au taux de conversion de 59,347 actions ordinaires par tranche de 1 000\$ de capital de débenture soit un prix de conversion de 16,85\$ par action ordinaire. La date d'échéance des débentures est le 30 avril 2017 et la Société pourra, en certaines circonstances, procéder au rachat anticipé des débentures après le 30 avril 2015, ces modalités étant expliquées plus explicitement au prospectus relié à ce financement.

Après la rémunération des preneurs fermes de 2 000 000 \$ et d'autres frais de 500 000 \$, le produit net revenant à la Société s'est chiffré à 47 500 000 \$. Un montant de 45 125 000 \$ a été comptabilisé au passif tandis qu'un montant de 2 375 000 \$ a été comptabilisé à l'avoir des actionnaires comme option de conversion des débentures.

Débentures convertibles 7%, échéant le 31 décembre 2011, émises le 4 janvier 2007

Les débentures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions ordinaires de la Société au taux de conversion de 97,561 actions ordinaires par tranche de 1 000\$ de capital de débenture soit un prix de conversion de 10,25\$ par action ordinaire. La date d'échéance des débentures est le 31 décembre 2011 et la Société peut, en certaines circonstances, procéder au rachat anticipé des débentures.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, des débentures d'une valeur nominale de 34 788 000 \$ ont été converties en 3 393 932 actions de la Société. La valeur comptable de ces débentures, d'un montant de 33 465 000 \$, et l'option de conversion s'y rattachant, d'un montant de 1 641 000 \$ ont été comptabilisées au capital-actions.

6.5 Trésorerie et flux de trésorerie par action

Facilités de crédit

La Société a une entente avec un syndicat bancaire, d'une durée de trois ans, pour des crédits d'opération d'un montant autorisé de 100 M\$, ces crédits étant garantis par une hypothèque de premier rang sur les actifs de la société.

En vertu de la convention de crédit, la Société doit maintenir: i) un ratio prescrit de la dette totale (à l'exclusion des débetures) par rapport au BAIIA inférieur à 3,00:1,00 et ii) un ratio prescrit de BAIIA par rapport aux charges d'intérêt supérieur à 3,50:1,00.

Selon les modalités de calcul du syndicat bancaire, le ratio Dette/BAIIA s'est chiffré à 0,86 :1,00 et le ratio de couverture des charges d'intérêt à 5,96 :1,00.

Comme mentionné précédemment, la Société est en pourparlers actuellement avec un syndicat de prêteurs pour hausser cette facilité de crédit à 150 M\$ avec un montant additionnel possible de 100 M\$ et cela pour une période de 5 ans.

Dividendes

Un dividende de 5 739 000 \$ a été versé le 15 avril 2010 aux actionnaires inscrits aux livres le 31 mars 2010, un dividende de 5 881 000\$ été versé le 15 juillet 2010 aux actionnaires inscrits aux livres le 30 juin 2010, un dividende de 6 177 000 \$ a été versé le 15 octobre 2010 aux actionnaires inscrits le 30 septembre 2010 et un dividende de 6 204 000 \$ a été versé le 15 janvier 2011 aux actionnaires inscrits le 31 décembre 2010.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie provenant de son exploitation et les fonds provenant de ses crédits d'exploitation seront adéquats pour soutenir les acquisitions d'immobilisations prévues, le fonds de roulement, les dividendes trimestriels de 0,2691\$ par action et qu'ils respecteront les ratios exigés par le syndicat bancaire.

Flux de trésorerie consolidés (en milliers de dollars)

	2010-12-31 (111 jours) (non vérifiés)	2009-12-31 (110 jours) (non vérifiés)	2010-12-31 (365 jours)	2009-12-31 (365 jours)
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	5 868	9 002	16 232	16 671
Éléments hors caisse				
Amortissement des immobilisations	1 409	1 125	3 987	3 864
Amortissement des actifs incorporels	3 202	2 894	9 758	9 450
Amortissement des frais de financement reportés	37	37	121	121
Participation sans contrôle				4 001
Impôts futurs	763	1 606	350	1 650
Coûts liés à la rémunération à base d'actions	198	163	596	514
Portion hors caisse des intérêts effectifs sur les débitures	297	301	1 034	1 000
	<u>11 774</u>	<u>15 128</u>	<u>32 078</u>	<u>37 271</u>
Variations d'éléments du fonds de roulement				
Débiteurs	6 733	19 205	3 035	5 366
Impôts sur le revenu à recevoir	466	(685)	(2 083)	(685)
Stock	(5 175)	(6 541)	7 040	1 324
Frais payés d'avance	2 215	817	950	164
Comptes fournisseurs et charges à payer	(9 071)	(12 555)	(5 964)	(20 183)
Impôts sur les bénéfices à payer		(1 413)		(1 855)
Remises à payer	3 302	3 186	475	(1 358)
Revenus reportés	(1 653)	(508)	(470)	(154)
Passif au titre des prestations d'avantages sociaux constituées	(261)	15	(261)	15
	<u>(3 444)</u>	<u>1 521</u>	<u>2 722</u>	<u>(17 366)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>8 330</u>	<u>16 649</u>	<u>34 800</u>	<u>19 905</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'entreprise	(22 335)		(22 335)	
Opération avec Conjuchem				(5 000)
Remboursement de soldes de prix d'achat				(6 515)
Immobilisations	(350)	(1 468)	(2 241)	(2 670)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(22 685)</u>	<u>(1 468)</u>	<u>(24 576)</u>	<u>(14 185)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Emprunt bancaire	15 124	(26 757)	(24 990)	1 834
Émission de débiteurs convertibles			47 500	
Dividendes versés	(6 177)		(25 249)	
Distributions versées aux porteurs de parts		(1 011)		(11 467)
Distributions versées aux porteurs de parts de Colabor SC échangeables		(353)		(4 004)
Remboursement de la dette à long terme	(398)	(230)	(850)	(706)
Achat d'actions / de parts détenues par la Société au titre des régimes de rémunération à base d'actions			(218)	(789)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>8 549</u>	<u>(28 351)</u>	<u>(3 807)</u>	<u>(15 132)</u>
Variation nette du découvert bancaire	<u>(5 806)</u>	<u>(13 170)</u>	<u>6 417</u>	<u>(9 412)</u>
Découvert bancaire au début	<u>(4 903)</u>	<u>(3 956)</u>	<u>(17 126)</u>	<u>(7 714)</u>
Découvert bancaire à la fin	<u>(10 709)</u>	<u>(17 126)</u>	<u>(10 709)</u>	<u>(17 126)</u>

Flux de trésorerie de base et dilué par action et ratio de paiement pour l'exercice financier 2010

Flux de trésorerie par action

	Flux de trésorerie 000\$	Flux de trésorerie dilué 000\$
Bénéfice net	16 232	16 232
Amortissement des immobilisations	3 987	3 987
Amortissement des actifs incorporels	9 758	9 758
Amortissement des frais de financement reportés	121	121
Impôts futurs	350	350
Coûts liés à la rémunération à base d'action	596	596
Portion hors caisse des intérêts effectifs sur les débetures	1 034	1 034
Économie des intérêts sur débetures		4 006
Immobilisations	<u>(2 241)</u>	<u>(2 241)</u>
Flux de trésorerie reliés à l'exploitation avant variation des éléments du fonds de roulement	<u>29 837</u>	<u>33 843</u>
Moyenne pondérée des actions (voir note 29 des états financiers)	21 471 521	21 471 521
Ajustement pour tenir compte de la conversion des débetures		<u>4 359 261</u>
Nombre d'actions pour les fins de calcul	<u>21 471 521</u>	<u>25 830 782</u>
Flux de trésorerie par action	<u>1,390 \$</u>	<u>1,310 \$</u>
Dividende annuel	<u>1,076 \$</u>	<u>1,076 \$</u>
Ratio du dividende sur les flux de trésorerie par action	<u>77%</u>	<u>82%</u>

Le lecteur doit considérer dans son analyse que Groupe Colabor Inc. détient 15,6% d'Investissements Colabor Inc. qui détient un placement de 5 087 349 actions dans Groupe Colabor Inc. (Voir *Opérations entre apparentés*).

7. Obligations contractuelles

('000)	Paiements exigibles par période				
<u>Obligations contractuelles</u>	<u>Total</u>	<u>Moins de 1 an</u>	<u>de 1 à 3 ans</u>	<u>de 4 à 5 ans</u>	<u>5 ans et plus</u>
Emprunt bancaire	24 345 \$	24 345 \$	-	-	-
Dette à long terme	307 \$	307 \$			
Soldes de prix d'achat à payer	14 379 \$	13 236 \$	1 143 \$		
Débetures (valeur nominale)	64 267 \$	14 267 \$			50 000 \$
Baux de location-exploitation et contrats de service	<u>93 845 \$</u>	<u>13 081 \$</u>	<u>24 375 \$</u>	<u>18 665 \$</u>	<u>37 724 \$</u>
Total	<u>197 143 \$</u>	<u>65 236 \$</u>	<u>25 518 \$</u>	<u>18 665 \$</u>	<u>87 724 \$</u>

Débetures échéant en 2011

Ces obligations peuvent être converties en actions d'ici le 31 décembre 2011, ou rachetées, moyennant un préavis, à un prix correspondant à leur capital majoré des intérêts courus et impayés

Débetures échéant en 2017

Ces obligations peuvent être converties en actions d'ici le 31 décembre 2017.

Les débetures pourront être rachetées entre le 30 avril 2015 et le 30 avril 2016, moyennant un préavis, à un prix correspondant à leur capital majoré des intérêts courus et impayés, à la condition que le cours du marché corresponde à au moins 125 % du prix de conversion.

Après le 30 avril 2016, elles pourront être rachetées, moyennant un préavis, à un prix correspondant à leur capital majoré des intérêts courus et impayés.

8. Résumé des derniers trimestres

('000)	2010-12-31 (111 jours)	2010-09-11 (84 jours)	2010-06-19 (84 jours)	2010-03-27 (86 jours)	2009-12-31 (110 jours)	2009-09-12 (84 jours)	2009-06-20 (84 jours)	2009-03-28 (87 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	347 142	234 309	245 155	225 355	364 973	276 841	283 722	256 945
BAIIA	13 984	7 578	8 981	6 873	15 073	10 026	9 977	7 724
Bénéfice net	5 868	3 885	4 202	2 277	9 002	4 710	1 744	1 215
Bénéfice net de base par action / part	0,26 \$	0,18 \$	0,20 \$	0,12 \$	0,53 \$	0,30 \$	0,14 \$	0,08 \$

Le lecteur doit considérer que les résultats des trimestres antérieurs au 12 septembre 2009 ont été réalisés sous la structure d'un fonds de revenu. Les résultats du trimestre terminé le 12 septembre 2009 comprennent des récupérations d'impôts calculés pour les trimestres terminés le 20 juin 2009 et 28 mars 2009 suite à sa conversion en Société et à l'acquisition de pertes fiscales de ConjuChem.

9. Opérations entre apparentés

Lors du premier appel public à l'épargne, le 28 juin 2005, le Fonds avait acquis indirectement une participation de 53,2% dans Colabor SC, la participation restante de 46,8% dans Colabor SC étant détenue par Investissements Colabor Inc. (« Investissements ») sous forme de parts de Colabor SC échangeables.

Suite à l'acquisition de Summit et de Bertrand, Investissements détenait 25,9% dans Colabor SC sur une base non diluée et 20,8% sur une base entièrement diluée.

Suite à la conversion en société et à la conversion de débetures, Investissements détient maintenant 22,1% dans Groupe Colabor Inc. sur une base non diluée et 18,6% sur une base entièrement diluée, ce qui lui permet notamment d'exercer une influence notable sur GCL.

Par contre Groupe Colabor Inc., suite aux acquisition de Bertrand et RTD, détient maintenant 15,6% de Investissements Colabor Inc. qui, elle, détient un placement de 5 087 349 actions dans Groupe Colabor Inc.

Les opérations entre apparentés sont constituées des éléments suivants :

- Les ventes effectuées auprès de clients contrôlés par des administrateurs. Celles-ci sont aux mêmes conditions que celles effectuées auprès des autres clients de la Société.
- Remises aux distributeurs affiliés et privilégiés de Investissements au taux de 3% des ventes à ceux-ci, taux établi contractuellement jusqu'en 2015;
- La Société loue de Investissements, jusqu'en 2022, l'immeuble dans lequel est situé son siège social et le centre de distribution de Boucherville;
- La Société verse, en vertu d'un contrat échéant en 2015, des sommes pour des services informatiques à une filiale de Investissements.

Toutes ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

Opérations entre apparentés (en milliers de dollars)

	2010-12-31 (111 jours) (non vérifiés)	2009-12-31 (110 jours) (non vérifiés)	2010-12-31 (365 jours)	2009-12-31 (365 jours)
	\$	\$	\$	\$
Ventes effectuées à des clients contrôlés par des administrateurs	5 047	5 348	14 862	17 179
Remises	4 634	6 394	13 943	14 066
Loyer	624	624	2 028	2 028
Services informatiques	129	586	1 131	1454

10. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligations relatives à des transactions hors bilan, à l'exception principalement d'une lettre de garantie bancaire de 2 028 000 \$ supportant une année de location de son centre de distribution de Boucherville.

11. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor œuvre dans l'est du Canada, principalement au Québec et en Ontario. L'industrie de la distribution alimentaire canadienne a vécu encore, en 2010, l'une des plus importantes contractions des 40 dernières années. Bien que l'économie semble s'améliorer quelque peu, nous sommes d'avis que la récupération sera lente et que l'exercice financier 2011 sera encore difficile au niveau de la concurrence entre les distributeurs des services alimentaires, d'autant plus que le secteur alimentaire est en général le dernier secteur de l'économie à reprendre complètement sa

vigueur. De plus la fin progressive des plans de relance économique des gouvernements fera que ces derniers contribueront de moins en moins à la croissance économique. La lutte aux déficits budgétaires annoncée par la plupart des paliers de gouvernements, comprenant entre autres l'augmentation des taxes à la consommation devrait aussi se traduire par un ralentissement des dépenses courantes des administrations publiques, ceci pouvant créer un facteur d'incertitude chez les consommateurs et limiter leurs dépenses discrétionnaires.

Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser pour une croissance stratégique de son chiffre d'affaires avec l'objectif d'accroître la valeur de la société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit sincèrement qu'il existe d'importants canaux servant à accroître sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Réseau des distributeurs affiliés au Québec et dans les provinces de l'Atlantique

Malgré un ralentissement de la croissance organique du Segment Grossiste, la direction est persuadée que ces distributeurs affiliés, fidèles, à l'esprit d'entrepreneur et axés sur le service à la clientèle continueront d'accroître leur part de marché dans leurs territoires respectifs.

Consolidation dans la distribution des services alimentaires

Suite à l'acquisition de Summit, ceci a permis à la Société de s'implanter en Ontario, le plus important marché des services alimentaires au Canada. Aussi la Société pourrait acquérir d'autres distributeurs ayant des opérations en Ontario et se servir de son modèle d'affaires pour intégrer une nouvelle acquisition. Cette stratégie a porté fruit avec comme exemple l'acquisition de Bruce Edmeades.

La Société pourrait aussi acquérir d'autres distributeurs affiliés au Québec, en utilisant sa division Bertrand pour intégrer ces nouvelles acquisitions, et aussi dans les provinces de l'Atlantique. Tel fut le cas dernièrement par l'acquisition de RTD Distributions. Ceci lui permettrait de compléter son réseau de distribution dans l'est du Canada.

Expansion géographique

La Société n'est pas actuellement présente dans l'Ouest canadien. Étant donné que la plus importante croissance de l'économie au Canada au cours des dernières années se passait dans cette région, il est certain que la Société aurait avantage à s'y implanter, tout en étant prudente en raison des problèmes liés à la disponibilité de la main-d'œuvre. De plus, un pré-requis à toute implantation dans cette région, sera de développer une solide base de clients avant d'investir dans de nouvelles infrastructures.

Secteurs connexes

La Société s'est donnée comme mission de pouvoir donner à sa clientèle un guichet unique dans le domaine des services alimentaires.

Ainsi dans le futur, la Société pourrait s'adjoindre un réseau de distribution dans le domaine de la viande, du poisson, des fruits et légumes, des produits d'emballage, des produits naturels et organiques ainsi que des produits ethniques, tel fut le cas dernièrement par l'acquisition de Pêcheries Norref (*voir Événement postérieur à l'exercice financier*).

Secteur des dépanneurs et des petites surfaces d'épicerie

La Société croit qu'il existera, dans un horizon moyen, des opportunités d'acquisition de réseaux de dépanneurs actuellement détenus par les grands de l'alimentation, qui voudront certainement revenir à leur créneau principal d'activités, qui est celui de desservir des épiceries de moyennes et grandes surfaces.

Perspectives d'avenir

Ainsi, malgré le ralentissement économique, ces opportunités d'acquisitions permettraient à la Société d'augmenter de façon importante son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

12. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle. En sus des risques qui y sont décrits, la Société désire souligner les risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et sur le rendement de l'investissement qui ne sont pas sous le contrôle de la direction.

Risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et qui ne sont pas sous le contrôle de la direction :

- *Dépendance vis-à-vis les distributeurs affiliés*

Les ventes générées par les distributeurs affiliés représentent une fraction importante des ventes de la Société. La perte d'un nombre significatif de ces distributeurs pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de Colabor.

Cependant, ce risque a été atténué par la conclusion d'ententes visant à modifier les ententes d'affiliation pour prévoir une durée initiale de dix ans, des dispositions de renouvellement pour deux durées supplémentaires de cinq ans et également l'octroi d'un droit de premier refus par les distributeurs affiliés à Colabor SC sur leurs commerces et par les acquisition de RTD Distributions en 2010 et de Bertrand en 2008. Par ailleurs, rien ne garantit que Colabor soit en mesure de financer l'exercice d'un tel droit de premier refus. En outre, des incitatifs sont intégrés dans la relation contractuelle existant entre les distributeurs affiliés, Colabor SC et Investissements afin d'encourager les distributeurs affiliés à accroître leurs achats auprès de Colabor.

- *Absence d'ententes à long terme entre les distributeurs affiliés et leurs clients*

Conformément à la pratique générale de l'industrie, les distributeurs affiliés ne concluent pas habituellement des ententes à long terme avec leurs clients. Ainsi, les clients peuvent, sans préavis, ni pénalité, mettre un terme à leur relation avec les distributeurs affiliés. En outre, même si les clients décidaient de poursuivre leur relation avec les distributeurs

affiliés, rien ne garantit qu'ils achèteront le même volume de produits que par le passé, ni qu'ils paieront le même prix pour ces produits que par le passé. Toute perte de clients par les distributeurs affiliés, ou diminution du chiffre d'affaires ou du prix payé par eux pour les produits, pourrait toucher les ventes de la Société et avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation. Par le passé, les distributeurs affiliés, s'appuyant sur leurs connaissances des marchés respectifs dans lesquels ils évoluent, ont pu se démarquer de leurs concurrents en offrant des services personnalisés à leurs clients, notamment des calendriers de livraisons souples et une gamme de produits adaptés aux besoins de leurs clients; la direction est d'avis que cette ligne de conduite se poursuivra à l'avenir.

- *Choix des clients*

Le succès de Colabor dépend aussi de l'intérêt continu des clients vis-à-vis les produits qu'elle distribue. Un changement dans les choix des clients pourrait affecter la demande des produits distribués par Colabor.

- *Dépendance à l'égard de Cara et d'autres chaînes*

Suite à l'acquisition de Summit, les ventes à Cara (y compris ses franchisés) représentent une portion importante des ventes de la Société. La perte de Cara en tant que client, une diminution des achats par Cara, ou une diminution de la part de marché de Cara dans l'industrie des services alimentaires pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société. Ce risque a par contre été atténué par la signature d'une convention de distribution d'une durée de dix ans et une option de renouvellement de cinq ans avec Cara et par les acquisitions de Bruce Edmeades, Bertrand et RTD Distributions.

- *Intégration des sociétés acquises*

Bien que certaines acquisitions soient gérées sans aucun changement, certaines pourraient faire l'objet d'importantes rationalisations. Des difficultés rencontrées dans ces intégrations pourraient avoir un effet sur les résultats de la Société.

- *Rappel de produits*

Colabor peut faire face à des retours de produits faisant suite à des problèmes sanitaires rencontrés par certains de ses manufacturiers, par exemple l'épisode de listériose au cours de 2008. Ces retours peuvent créer un ralentissement des ventes d'une catégorie de produits pendant une certaine période et peuvent causer une certaine détérioration du chiffre d'affaires. Cependant, Colabor a actuellement tous les mécanismes nécessaires d'identification qui lui permettent de récupérer rapidement les produits contaminés pour les retourner aux manufacturiers responsables et recouvrer les sommes payées à ces manufacturiers pour les produits contaminés.

Rendement de l'investissement

Le rendement d'un investissement dans Groupe Colabor Inc. n'est pas comparable à celui d'un investissement dans des titres à revenu fixe. Le rendement est fondé sur de nombreuses hypothèses. Bien que la Société ait l'intention de verser des dividendes trimestriels, ceux-ci peuvent être réduits ou suspendus. Les dividendes versés dépendront de nombreux facteurs, notamment les risques inhérents à l'industrie décrits ci-haut et les autres risques décrits dans sa notice annuelle. En outre, la valeur marchande des actions peut baisser considérablement si la Société se trouve dans l'impossibilité de respecter ses objectifs en matière de versement de dividendes, notamment au non-respect du maintien des ratios financiers négociés à la convention de crédit décrits à la section *Trésorerie*.

Changements climatiques

Colabor a des risques très minimes reliés aux changements climatiques.

13. Évaluations comptables significatives

Certains montants apparaissant aux états financiers sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours ou anticipés et des conditions économiques actuelles. Les seules estimations significatives concernent la provision pour stocks excédentaires ou désuets, la comptabilisation des remises des fournisseurs, l'écart d'acquisition et actifs incorporels.

- *Provision pour stocks excédentaires ou désuets*

Les stocks sont évalués au moindre des éléments suivants : la valeur de réalisation nette ou le coût calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La Société évalue une provision pour la désuétude calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions du marché sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks au bilan. La direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la direction, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

- *Comptabilisation des remises des fournisseurs*

Colabor négocie des ententes d'approvisionnement avec ses fournisseurs qui prévoient le paiement de remises au volume d'achats effectués. Les ententes d'approvisionnement avec les fournisseurs sont revues périodiquement et les niveaux de remises sont ajustés selon les conditions du marché qui prévalent.

- *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur les montants nets des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis à un test annuel de dépréciation, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient une baisse de la juste valeur. Le test de dépréciation consiste en une

comparaison de la juste valeur de l'entreprise de la Société avec sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de l'entreprise excède sa juste valeur, la Société compare la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'entreprise à sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. La juste valeur de l'entreprise est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés.

Les actifs incorporels comprennent les relations clients et les marques de commerce. Les relations clients sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie prévue de 20 ans, en ce qui concerne les relations avec les distributeurs affiliés, de 15 ans en ce qui concerne les relations clients avec Cara et de 3 à 10 ans pour les autres clients, tandis que les marques de commerce ne sont pas amorties.

14. Contrôles et procédures de communication de l'information à et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée à la direction du Groupe qui assure une communication appropriée de cette information. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) est un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à l'intégralité et à la fiabilité de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière sont responsables de la mise en place et du maintien des CPCI et du CIIF, conformément aux directives du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. Ils sont secondés dans cette tâche par le comité de divulgation et le comité de vérification.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont fait évaluer sous leur supervision l'efficacité des CPCI, au 31 décembre 2010, et conclu, sur la base de cette évaluation, qu'à cette date, ils étaient effectifs et conçus de manière adéquate.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont également fait évaluer sous leur supervision l'efficacité du CIIF, au 31 décembre 2010, et conclu, sur la base de cette évaluation, qu'à cette date, il était effectif et conçu de manière adéquate.

L'évaluation des CPCI a été réalisée en utilisant le cadre de contrôle défini par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). L'évaluation de la conception et de l'efficacité du CIIF a été réalisée en utilisant le cadre de contrôle défini par le COSO en ce qui concerne les contrôles relatifs au volet Entité et Finances et en utilisant les Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) en ce qui concerne les contrôles généraux des technologies de l'information.

Compte tenu des limites inhérentes à tout système de contrôle, l'évaluation des contrôles par la direction ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, à l'effet que tous les problèmes de contrôle interne qui pourraient entraîner de graves inexactitudes ont été détectés.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le 21 septembre 2010 le Groupe a complété l'acquisition des actifs de RTD Distributions Ltée. Le Groupe s'est prévalu de la disposition NI 52-109 3.3(1) (b) qui permet d'exclure cette acquisition de l'évaluation des CPCI et du CIIF pour une durée maximale de 365 jours. Voici l'information financière sommaire de RTD pour la période débutant à l'acquisition et se terminant le 31 décembre 2010 :

Ventes :	28,9 M\$
Bénéfice net :	0,7 M\$
Actif à court terme :	13,8 M\$
Actif à long terme :	3,9 M\$
Passif à court terme :	7,9 M\$
Passif à long terme :	1,6 M\$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, sauf égard à l'acquisition décrite précédemment, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a eu une incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

15. Changement aux normes comptables internationales (« IFRS »)

La Société a pratiquement finalisé toutes les étapes menant au changement des normes comptables aux IFRS. La Société devrait être en mesure de se conformer aux directives des Autorités des marchés financiers et de l'Institut des Comptables agréés du Canada aux dates prévues de leur application par ces organismes. Les tableaux suivants expliquent les prises de positions de la Société, montrent les impacts sur les différents soldes d'ouverture du bilan au 1^{er} janvier 2010 selon nos analyses en date d'aujourd'hui.

PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS

La date de transition aux IFRS est le 1er janvier 2010. Les méthodes comptables IFRS ont été utilisées pour la préparation de l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1er janvier 2010.

La société a mis en application l'IFRS 1, « Première application des normes internationales d'information financière », pour préparer cet état consolidé de la situation financière d'ouverture en IFRS. L'incidence de la transition aux IFRS sur les capitaux propres est présentée et expliquée plus en détails dans les tableaux ci-joints.

Exceptions et exemptions relativement à la première application

Au moment de la transition, l'IFRS 1 dicte certaines exceptions obligatoires et autorise certaines exemptions facultatives à l'application rétrospective complète.

Les exemptions et exceptions suivantes ont été adoptées par la société:

- La société a décidé de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises », aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition (1er janvier 2010).
- La société a décidé de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés pour ses régimes à prestations définies à la date de transition. La méthode comptable de la société à compter de la date de transition consiste à utiliser la méthode du «corridor» et à ventiler les écarts actuariels en une part comptabilisée et une part non comptabilisée. De plus, la société a choisi d'adopter l'exemption consistant à ne pas divulguer l'excédent ou le déficit du régime à prestations définies et les ajustements liés à l'expérience avant la date de transition.

Exception obligatoire applicable à la société

- La société a utilisé des estimations selon les IFRS qui sont cohérentes avec les estimations établies selon le référentiel comptable antérieur (après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables)

Rapprochement des capitaux propres

Les capitaux propres à la date de transition peuvent être rapprochés aux montants présentés selon les normes comptables, en vigueur avant le basculement, comme suit:

	1er janvier 2010
	<u>(000\$)</u>
Capitaux propres selon les normes en vigueur avant le basculement	146 080
Augmentation (Diminution) des capitaux propres déjà établis en raison des différences avec les normes en vigueur avant le basculement et les IFRS	
Régimes à prestations définis - comptabilisation des écarts actuariels cumulés à la date de transition	(116)
Crédit reporté - radiation de la portion passif cumulé à la date de transition	27 165
Surplus d'apport - Différence dans la constatation de la charge reliée au Régime d'intéressement à long terme « RILT »	(327)
Résultats non distribués - Différence dans la constatation de la charge reliée au RILT	327
Capitaux propres selon les IFRS	<u><u>173 129</u></u>

Différences de présentation

Certaines différences de présentation entre les normes comptables en vigueur avant le basculement et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat présenté ou sur le total des capitaux propres.

Comme il est démontré dans les tableaux ci-joints, certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux normes comptables en vigueur avant le basculement, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas touchés.

Rapprochement

Goodwill et regroupements d'entreprises

La société a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS. La valeur comptable du goodwill n'a pas été ajustée pour tenir compte des immobilisations incorporelles incluses dans le goodwill ou des immobilisations incorporelles qui ne satisfont pas aux conditions de comptabilisation selon les IFRS. Le montant du goodwill à la date de transition est lié aux unités génératrices. À la date de transition, ce goodwill a fait l'objet d'un test de dépréciation basé sur les prévisions des flux de trésorerie effectuées à cette date. Aucune dépréciation n'a été relevée. Par conséquent, le montant du goodwill comptabilisé au moment de la transition aux IFRS est la valeur comptable au 1^{er} janvier 2010 selon les normes comptables en vigueur avant le basculement.

Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés ne peuvent être capitalisés à titre d'actifs selon les IFRS, contrairement au traitement comptable selon les normes comptables en vigueur avant le basculement. Ils doivent être rattachés à l'instrument financier pour lequel les frais ont été encourus ou être passés directement en résultat selon la classification. Puisque l'instrument financier rattaché est un emprunt bancaire et que cet instrument financier est évalué au coût amorti, ceci a eu pour effet d'éliminer les frais de financement reportés d'un montant de 158 000 \$ et de diminuer l'emprunt bancaire du même montant.

Obligations au titre de la retraite et autres avantages du personnel

À la date de transition, la société a choisi d'appliquer l'exemption prévue à l'IFRS 1 et de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés aux résultats non distribués. Ceci a eu pour effet une augmentation de 115 900 \$ des obligations au titre de la retraite et autres avantages du personnel à la date de transition.

Crédit reporté

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la société comptabilisait un crédit reporté relativement à une portion des attributs fiscaux acquis dans le cadre d'une transaction passée. Or, aucun traitement comptable quant à la comptabilisation d'un tel passif n'est permis selon les IFRS. Par conséquent, la société a décomptabilisé le passif et augmenté les capitaux propres d'un montant de 27 165 000 \$.

Impôts différés

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la terminologie des impôts différés était «Impôts futurs». Lors de la transition, la classification des impôts différés est modifiée. La séparation entre la portion court terme et long terme n'est plus acceptée selon les IFRS et les impôts différés sont désormais classés comme non courants. Ceci a pour effet d'augmenter les actifs d'impôt différé, classés dans le non courant et de diminuer l'actif courant, d'un montant de 8 540 000 \$.

Autres passifs financiers

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, aucun poste « Autres passifs financiers » n'était présenté. Ce poste comprend le reclassement des postes suivants selon les normes comptables en vigueur avant le basculement : solde de prix d'achat, portant intérêt à 4,5 %, solde de prix d'achat, sans intérêt et dividendes à payer.

Surplus d'apport

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la charge de rémunération reliée au RILT était constatée de façon linéaire. Or, ce traitement n'est pas autorisé selon les IFRS. Par conséquent, la société a augmenté le surplus d'apport et diminué les capitaux propres d'un montant de 327 000 \$.

PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS

Les tableaux suivants détaillent l'incidence totale sur l'état de la situation financière

Ancien libellé	1er janvier 2010			Nouveau libellé
	PCGR du Canada	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	
	\$	\$	\$	
ACTIF				ACTIF
Actif à court terme				Courant
Débiteurs	75 438		75 438	Clients et autres débiteurs
Impôts sur les bénéfices à recevoir	685		685	Actifs d'impôt exigible
Stock	71 909		71 909	Stock
Frais payés d'avance	1 500		1 500	Frais payés d'avance
Impôts futurs	8 540	(8 540)	0	
	<u>158 072</u>	<u>(8 540)</u>	<u>149 532</u>	<i>Actifs courants</i>
Actif à long terme				Non courants
Frais de financement reportés	158	(158)	0	Placement en actions dans Investissements Colabor Inc.
Placement en actions dans Investissements Colabor inc.	6 159		6 159	Immobilisations corporelles
Immobilisations	13 835		13 835	Immobilisations incorporelles
Actifs incorporels	133 869		133 869	Goodwill
Écarts d'acquisition	72 317		72 317	Actifs d'impôt différé
Impôts futurs	1 802	8 540	10 342	
	<u>228 140</u>	<u>8 382</u>	<u>236 522</u>	<i>Actifs non courants</i>
	<u>386 212</u>	<u>(158)</u>	<u>386 054</u>	<i>Total de l'actif</i>

Ancien libellé	PCGR du Canada	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	Nouveau libellé
	\$	\$	\$	
PASSIF				PASSIF
Passif à court terme				Courant
Découvert bancaire	17 126		17 126	Découvert bancaire
Comptes fournisseurs et charges à payer	65 762		65 762	Fournisseurs et autres crédeurs
Solde de prix d'achat à payer, portant intérêt à 4,5%	3 750		3 750	Autres passifs financiers
Solde de prix d'achat à payer, sans intérêt	6 331		6 331	Autres passifs financiers
Dividendes à payer	7 453		7 453	Autres passifs financiers
Remises sur ventes à payer	13 808		13 808	Fournisseurs et autres crédeurs
Revenus reportés	961		961	Autres passifs courants (produits différés)
Crédit reporté	7 290	(7 290)		Autres passifs
Versements sur la dette à long terme	636		636	Dette à long terme échéant dans l'année
	<u>123 117</u>	<u>(7 290)</u>	<u>115 827</u>	<i>Passifs courants</i>
Passif à long terme				Non courant
Emprunt bancaire	49 335	(158)	49 177	Emprunt bancaire
Dette à long terme	307		307	Dette à long terme
Déventures	46 711		46 711	Déventures
Passif au titre de prestations d'avantages sociaux constitués	787	116	903	Obligations au titre de la retraite et des autres avantages du personnel
Crédit reporté	19 875	(19 875)	0	Autres passifs
	<u>117 015</u>	<u>(19 917)</u>	<u>97 098</u>	<i>Passifs non courants</i>
	<u>240 132</u>	<u>(27 207)</u>	<u>212 925</u>	<i>Total du passif</i>

Ancien libellé	PCGR du Canada	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	Nouveau libellé
	\$	\$	\$	
AVOIRS DES ACTIONNAIRES				CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	143 018		143 018	Capital social
Option de conversion des débentures	2 314		2 314	Option de conversion des débentures
Surplus d'apport	447	327	774	Surplus d'apport
Actions détenues au titre du régime d'intéressement à long terme	(1 248)		(1 248)	Actions détenues au titre du régime d'intéressement à long terme
Bénéfices non répartis	1 549	26 722	28 271	Résultats non distribués
	146 080	27 049	173 129	<i>Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</i>
	386 212	(158)	386 054	<i>Total du passif et des capitaux propres</i>

16. Événement postérieur à l'exercice financier

La société a conclu le 28 février 2011 l'acquisition de toutes les actions en circulation de Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref »), le plus important importateur et distributeur de poissons et de fruits de mer frais au Québec et dans la région d'Ottawa. Cette transaction permettra à Colabor d'offrir un vaste assortiment de produits destinés à la catégorie hautement profitable des solutions alimentaires du « centre de l'assiette ».

Fondée en 1987, Norref a réalisé des ventes de 113 M\$ au cours de la période de 12 mois terminée le 31 juillet 2010. Depuis son entrepôt d'environ 40 000 pieds carrés situé en un endroit stratégique à Montréal, Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer surgelés, ainsi que des produits de la mer prêts à consommer. Sa clientèle diversifiée se compose de restaurants, d'hôtels, d'épiceries, de traiteurs et de poissonniers. Le montant de la transaction est d'environ 44 M\$ et est sujet à certains ajustements post-clôture. L'acquisition a été financée à même les facilités de crédit dont dispose la Société.

L'acquisition de Norref correspond parfaitement aux objectifs stratégiques de Colabor, qui consistent à élargir sa gamme de produits et sa clientèle.